

The Shift Project

Héloïse Lesimple

heloise.lesimple@theshiftproject.org

Paris, le 8 mars 2022

Madame,

En préalable, il convient de souligner que l'urgence climatique commande des décisions fortes et structurelles, du volontarisme politique. C'est ce qui est développé de manière plus détaillée dans mon programme au chapitre « Un nouveau modèle de développement, pour nous libérer des dégâts sociaux, écologiques et climatiques du capitalisme » (https://www.fabienrousseau2022.fr/objectif_4) qui décline un certain nombre de propositions concrètes que nous ne détaillerons pas dans cette réponse. Elles montrent notre niveau d'ambition.

En effet, je souhaite faire de la politique climatique de la France une priorité. Et, en cohérence, conformément aux recommandations du GIEC (6 % du PIB), 140 milliards d'euros y seront consacrés.

Cette proposition vaut pour le budget national, mais je souhaite également faire avancer cette cause à l'échelon européen (940 milliards d'€).

Cet argent servira à financer des mesures fortes pour se conformer aux promesses faites à la communauté internationale au moment des accords de Paris et, pour aller au-delà, vers une empreinte carbone nulle en 2050.

L'orientation de ces crédits ira donc logiquement en premier vers une politique de réduction des gaz à effet de serre dans les transports qui sont, en France, le secteur le plus émetteur. Je propose, notamment :

- une prime à la conversion augmentée pour aller vers un parc automobile plus propre ;
- la gratuité des transports en commun avec une augmentation du versement transport des grandes entreprises ;
- le développement du train en maillage et fréquence et avec tarification sociale ;
- le développement du fret ferroviaire et fluvial.

Concernant le logement, je propose que la rénovation thermique des logements soit sans reste à charge pour les plus modestes.

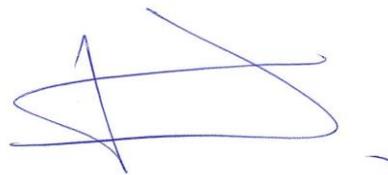
Enfin, concernant l'énergie, il conviendra de donner priorité aux productions les plus décarbonées, pilotables et/ou stockables. C'est le sens de notre proposition de privilégier un mix énergétique nucléaire/renouvelables 100% public. Nous proposons de construire 6 EPR, de relancer le programme Astrid, d'investir dans les énergies renouvelables, notamment l'hydroélectricité.

L'enjeu du stockage de l'énergie pour pallier l'inconvénient de l'intermittence de la production électrique pour certaines énergies renouvelables appelle un grand effort de recherche. Nous augmenterons les financements dans cette direction et plus globalement pour les projets de recherche qui iront dans le sens des perspectives de décarbonation de nos sociétés et/ou de piégeage du CO₂ et du méthane.

L'originalité des propositions que je défends dans mon programme réside également dans le fait de prendre en considération que nos importations, non comptabilisées dans notre empreinte carbone nationale, représentent un coût environnemental non négligeable, entre autres à cause du transport des marchandises sur de longues distances. Aussi, ces propositions précédentes sont-elles assorties de la volonté de réindustrialiser le pays, de relocaliser les productions industrielles avec des processus durables. Dans la même intention, je souhaite mettre fin aux accords de libre-échange pour les remplacer par des échanges commerciaux prenant en compte les aspects environnementaux et sociaux.

Pour finir, il apparaît clair que mettre sous égide publique transports collectifs, production énergétique sera un facteur favorisant pour les politiques environnementales. La privatisation/libéralisation du fret ferroviaire, par exemple, a contribué à son effondrement. Je souhaite prendre le chemin inverse.

Restant à votre écoute et disponible pour échanger avec vous, je vous prie, Madame, d'agréer mes salutations distinguées.



Fabien Roussel